



# PRESAO

Programme de Renforcement et de Recherche sur la Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest  
West Africa Food Security Capacity Strengthening and Research Program

Regional Market Outlook N° 1-2012-04

Avril 2012

## Composante SRAI

Strengthening Regional Agricultural Integration in West Africa

### ENTRAVES AU COMMERCE ET A LA FLUIDITE DES ECHANGES EN AFRIQUE DE L'OUEST (Sous-Espace Centre-Est<sup>1</sup>)

Par:

Boubacar Diallo, MSU  
Abdramane Traoré, Promisam  
Laouali Addoh Sani, SIMA/Niger

 **syngenta** fondation pour  
une agriculture  
durable



Les documents du PRESAO sont disponibles à  
<http://www.aec.msu.edu/fs2/presao.htm>

<sup>1</sup> Ce sous-espace est composé du Niger, du Bénin, du Nigéria et du Burkina. Rapport de mission effectuée par les auteurs au Niger.

# ENTRAVES AU COMMERCE ET A LA FLUIDITE DES ECHANGES EN AFRIQUE DE L'OUEST (Sous-espace Centre-Est<sup>2</sup>)

## Contexte

La sous-région Ouest-Africaine en général et le sous-espace centre en particulier a connu durant la dernière décennie une rupture de la période de relative stabilité des prix des céréales avec les tendances générales du marché international. Aux traditionnelles fluctuations inter saisonnières et annuelles des prix, s'est greffée la flambée des prix des produits importés en 2007-2008 et en 2011. De plus, la campagne agricole 2011-12 s'est achevée avec une significative baisse de la production agricole avec un déficit variant de 25 à 52 % par rapport à l'année dernière et selon le pays. Ces phénomènes ont induit une augmentation des prix qui demeure élevée, comparée à leur niveau des cinq dernières années. Les analystes qui ont prévu un maintien de cette tendance des prix des céréales sur une période longue sur les marchés ouest africains, ne se sont pas trompés. Selon Frank (2012), ces augmentations seraient de 77% supérieurs à Bamako, 72% à Bamako et 54% à Maradi (au Niger) par rapport à leur niveau des cinq dernières années. Globalement, la réponse des marchés au déficit de production en 2011-12 semble moins favorable, comparée à celle de 2009-10, période qui a vu des flux soutenus de céréales de la zone soudanienne vers le Sahel et ayant permis d'atténuer le déficit et de limiter la hausse. La situation alimentaire dans la sous-région est appelée à s'aggraver au cours des prochains mois et la hausse des prix pourrait compromettre l'accès à l'alimentation des plus pauvres. Au-delà de l'aide d'urgence qui est en train d'être déployée dans les pays affectés (transfert en nourriture, argent, intrants...etc.), il est nécessaire de s'assurer que les marchés joueront leur partition dans l'approvisionnement des populations. La gestion de la crise dépendra des mesures que les Etats prendront pour stabiliser les prix, lever les barrières et entraves à la fluidification des échanges.

La présente investigation tente d'apporter des éclairages aux décideurs sur la question des entraves au commerce en période de crise et de pénurie alimentaire. Elle entre dans le cadre des travaux de recherche du projet SRAI (Strengthening Regional Agricultural Integration in West Africa) financés par « la Fondation Syngenta pour une agriculture durable » et vise à renforcer l'intégration régionale des marchés. Les recherches ont été conduites au Niger à partir d'une reconnaissance rapide. Les investigations ont été menées au niveau de quelques points d'entrée des céréales: Torodi (céréales venant du Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Togo), Malanville et Kamba (céréales venant du Bénin et du Nigéria). Le but de cette initiative est d'examiner les difficultés d'approvisionnement des marchés en prenant en compte les dimensions sous-régionale et internationale du commerce de céréales et apporter des solutions concrètes aux décideurs.

---

<sup>2</sup> Ce sous-espace est composé du Niger, du Bénin, du Nigéria et du Burkina.

## Méthodologie

Les objectifs spécifiques assignés à cette recherche sont les suivants : (i) analyser le volume et la direction des flux de céréales dans l'espace concerné; (ii) analyser et identifier les entraves au commerce et à l'approvisionnement régulier des marchés ; (iii) faire des propositions d'amélioration pour une meilleure fluidité des échanges au niveau de la sous-région. Une mission s'est rendue au Niger du 18 au 25 mars 2012 et a rencontré les responsables du SIMA, du FEWS-Net, du ROESAO et les opérateurs céréaliers (Katako, Nouveau-marché, Sony). La mission a ensuite participé à la bourse céréalière internationale organisée du 21 au 23 mars à Niamey. Elle a effectué un déplacement à Torodi<sup>3</sup> pour échanger avec les céréaliers, les services de la douane et les services Phytosanitaires. Le déplacement à Malanville n'a pas pu se réaliser en raison de la réfection de la route Dosso-Gaya. Un guide d'entretien a été élaboré pour les besoins de la reconnaissance rapide (cf. annexes).

## Synthèse des entretiens

1. Traditionnellement, plus de 70 % des céréales présentes sur les marchés du Niger sont d'origine externe et proviennent des pays voisins. Le marché vivrier de Katako reçoit des céréales du Nigeria, du Bénin, du Togo, du Ghana, de la Côte-d'Ivoire et parfois du Burkina-Faso et du Mali. Ainsi, l'essentiel du maïs importé par le Niger provient de l'ensemble de ces pays. Quant au mil et au sorgho, les approvisionnements sont faits en provenance du Nigeria, du Burkina-Faso et du Mali. Le volume des approvisionnements est fonction de la production agricole au Niger. Les villes de l'Est du Niger (Maradi, Zinder, Tahoua, Agadez et Diffa) reçoivent des flux en provenance du Nigeria. Ces flux s'inversent certaines années et portent sur des quantités importantes de mil, du sorgho et du maïs. Les directions des flux partent pour l'essentiel du Nigeria et du Bénin pour le Niger concernant les céréales et du Niger vers le Nigeria et le Bénin s'agissant du niébé. Concernant le riz, qui est importé du marché mondial, il transite principalement par les ports d'Accra, de Lomé et de Cotonou.
2. La campagne agricole 2011-12 dans la sous-région s'est achevée avec une baisse importante de la production céréalière. Au Niger et au Burkina, les résultats définitifs en novembre 2011 indiquent une production céréalière de 3.628.000 et 3.822.000 tonnes respectivement et un déficit de 692.500 et 31.600 tonnes. Les prix des céréales (mil, sorgho et maïs) en hausse depuis septembre 2011 ont augmenté de 25% à 90% par rapport à l'année dernière. Fort heureusement, le Nigeria et le Bénin ont enregistré des excédents qui contribuent à atténuer l'approvisionnement des zones déficitaires du Niger.
3. Avec la crise alimentaire de 2011-12, les prix sont demeurés élevés depuis octobre 2011 jusqu'en janvier 2012. Ce niveau élevé en cette période de récolte s'explique par la conjugaison de deux facteurs: (1) l'annonce précoce par le gouvernement du Niger, de l'achat de 100.000 tonnes de céréales locales pour la reconstitution du

---

<sup>3</sup> Torodi est un point d'entrée et de sortie des produits agricoles venant ou allant au Burkina, Mali, Ghana, Côte d'Ivoire...etc.

Stock National de Sécurité. Pour profiter de cette opportunité, les commerçants ont procédé à une constitution de stocks en achetant des quantités importantes sur les marchés et jusque dans les villages. (2) Les producteurs excédentaires ont préféré mettre sur le marché certains produits comme le sésame plutôt que les céréales. En janvier 2012, lorsque le gouvernement a annoncé la fin de ses achats, les commerçants ont commencé à libérer petit à petit leurs céréales. Avec les événements du nord du Mali et l'affluence des réfugiés à Ayorou (frontière du Mali), l'on a assisté à un mouvement de céréales du Nigéria vers Ayorou et des achats de bétail de la frontière du Mali convoyé vers le Nigéria.

4. La période de la crise de 2011-12 au Niger a coïncidé avec une bonne production dans les nord-Nigéria et le centre -Bénin. Si le prix du maïs a été relativement élevé au Bénin dès octobre 2011 (pression des achats institutionnels des commerçants Burkinabès), l'on a assisté courant Novembre-Décembre 2011 à une baisse des prix du maïs au Bénin compte tenu de la 2ème récolte qui a été assez bonne<sup>4</sup> et du transfert de la production du centre du pays vers le Nord.
5. L'un des plus grands importateurs de riz importé (qui en temps normal commande des tonnages très importants d'environ 2.000-3.000 tonnes) s'est retiré cette année de ce commerce à cause du différend entre les opérateurs nigériens et les autorités du port de Cotonou. A ce problème est venu s'ajouter un problème de fraude et de malversation au niveau de la Douane Nigérienne. Selon cet opérateur, les ports de Lomé et Tema sont disponibles mais les coûts engendrés par la distance et le transport sont très élevés. C'est en raison de ces problèmes que l'importateur s'est rabattu cette année sur le commerce de cigarettes et des huiles Dinor.
6. Selon le président des céréaliers, bien que les récoltes n'aient pas été bonnes au Niger, il n'ya pas eu de rupture d'approvisionnement des marchés. Le Nigéria approvisionne ces marchés en mil et sorgho tandis que le Benin les approvisionne en maïs. Cependant, les prix sont restés très élevés (25.000 fcfa/sac en oct-nov 2011). Le mil local a complètement disparu du marché. Les céréales entrent et ne sortent pas. Les approvisionnements de mil en provenance du Burkina et du Mali sont rares sinon inexistants. Les céréales sont même plus chères au Mali qu'au Niger. La plupart des céréales qui ont fait l'objet d'achat par l'Etat du Niger à travers l'OPVN provient du Nigéria. Les opérateurs se sont trouvés à un certain moment confrontés au non-remboursement par l'Etat pour environ 56.000 tonnes. Selon eux, il existe encore beaucoup de tracasseries au Niger. Près de 7 points de contrôle entre Niamey et la frontière du Burkina (sortie de Niamey, Kobadjé, Kantchari, Makalondi) et entre Niamey et le Bénin ou le Nigéria (sortie de Niamey, Kouré, Yaya-Doutchi, Madaoua). A tous ces postes de contrôle, les agents de la douane ou de la gendarmerie exigent le déchargement pour vérification. Les opérateurs pour éviter le déchargement et le rechargement qui coûtent 40.000 Fcfa en plus du temps perdu, préfèrent donner 20.000 à 30.000 Fcfa de faux frais pour continuer leur route.

---

<sup>4</sup> De plus, les gabonais et les camerounais ne sont pas venus cette année faire des achats massifs de maïs à Malanville/Bénin à l'instar de 2010-11.

7. Le commerce de céréales n'est pas vraiment rentable cette année avec la hausse des prix selon un demi-grossiste du Nouveau marché de Niamey. Il vend du riz importé, du mil et du maïs. Le mil local qu'on trouve de moins en moins se vend à 23.000 fcfa/sac de 100 kg. Son maïs est acheté en moyenne à 16.500 fcfa à Malanville (Bénin) et se vend entre 20.000 et 22.000 fcfa avec une marge par sac d'environ 1.000 fcfa/sac. Les produits de crue n'étant pas dédouanés, il supporte juste le coût du transport. Le problème de fraude à la douane nigérienne a récemment affecté le flux des importations. Il préfère le maïs du Bénin comparée au maïs du Nigéria, du Burkina ou du Mali car au Bénin, la vente se fait à la Tia et les sacs sont bien remplis (40 tia~ 100 kg). Au Mali et au Burkina, la vente se fait actuellement au kg. Les consommateurs préfèrent le maïs blanc par rapport au maïs jaune. Le maïs blanc est produit en 60-75 jours alors que le jaune est produit en 45 jours. Selon les dernières nouvelles, les opérateurs gabonais sont venus acheter de grandes quantités de maïs à Malanville et cela a un peu affecté le marché. Mais la situation n'est pas si alarmante car au Niger, le maïs est très peu consommé. C'est le mil et le riz qui sont les plus consommés avec des pointes de consommation à l'approche du carême pour le mil. Le riz importé asiatique passe par le Burkina (5% et 25% brisure parfumé) qu'il achète à 24.000 fcfa/sac et vend à 30.000 fcfa. Il achète à partir de Téra (frontière Niger-Burkina) du riz local-brisure burkinabé subventionné et conditionné dans des sacs de 25 kg à 10.000 fcfa. Il vend ce riz à 14.000-15.000 fcfa. Actuellement le riz brisure 25% est le plus visible sur le marché. D'une manière générale, le riz consommé à Niamey est vendu par les grands importateurs qui représentent une douzaine environ. Ce riz provient des pays asiatiques via les ports de Cotonou au Bénin, de Téma au Ghana, de Lomé au Togo. Cette céréale transit généralement par les corridors Niger-Burkina ou Niger-Bénin.
8. Selon cet opérateur (demi-grossiste du Nouveau marché), son maïs blanc provient de Malanville (Bénin), acheté à 21.000 fcfa. Le mil provient du Nigéria (par Maradi) et vendu à 23.500 fcfa. Son riz 25% est importé à partir du Bénin, à l'achat à 19.000 Fcfa/sac. Il importe aussi en faible quantité de maïs venant du Burkina et du Mali.
9. Cet opérateur est grossiste au quartier SONI (18 ans d'exercice). Il importe environ 100 tonnes de riz/mois, 80 tonnes de mil et maïs (soit 2-3 camions par mois). Le mil et le sorgho viennent de Maradi, Zinder et du Nigéria et vendu 22.000 fcfa et 20.000 fcfa/100 kg respectivement. Le maïs provient du Bénin, acheté à 17.000 fcfa + 2.000 fcfa de frais de route et vendu à 20.000 fcfa/sac de 100 kg. Le maïs provient aussi du Nigéria. Le Nigéria en a produit beaucoup cette dernière campagne. Il n'existe pas de trasserie pour les produits de crue. Le riz 25% est vendu à 17.500 fcfa et celui de 5% à 23.000/sac de 50kg. Il pense qu'il n'y aura pas de problème dans les 3 mois à venir. Tout dépendra de l'Etat qui a instauré une exonération sur les importations de riz 25%.
10. Selon cet opérateur dirigeant d'une société dénommée «SOCOPAC» créée depuis 1996 après la liquidation de la SONARA (Société Nigérienne d'arachides), la volonté d'investir est venue de l'Etat, le Nigéria, SONIBANK et certains privés Nigériens. La société achète et vend des produits agricoles et pastoraux. Elle s'est concentrée récemment sur le Niébé, le mil, le sorgho, le maïs et les semences maraichères

(pomme de terre). Selon lui, la crise n'a pas l'ampleur qu'on lui donne. Il n'existe pas de problème de commercialisation mis à part certains replis de certains pays sur eux-mêmes (ex. le Burkina qui trouve son marché intérieur porteur et qui ne trouve pas opportun d'exporter); actuellement, le riz 25% s'est généralisée au profit du riz 5% qui s'apparente au riz de luxe. Les activités commerciales formelles du Niger concernent le Nigéria, le Burkina et le Mali pour le mil, le Nigéria et le Burkina pour le sorgho, le Bénin, le Nigéria et le Ghana pour le maïs. Cette année, devant l'insuffisance de l'offre, l'Etat nigérien a acheté 100.000 tonnes de mil-sorgho-maïs provenant pour l'essentiel du Nigéria. Les effets d'annonce ont permis d'anticiper la demande et poussé les prix à la hausse. Selon lui, il est possible de voir les prix monter pendant la soudure mais tout dépend de l'Etat et de son rythme de reversement de son stock sur le marché. Les activités de la SOCOFAC sur le niébé marche bien surtout lorsque qu'il y'a des marchés de l'Etat. L'un des problèmes ayant entravé la commercialisation est l'engorgement du port de Cotonou. Le Bénin a créé 2 ports-sec pour décongestionner et dans l'idée de diversifier et de moderniser les opérations portuaires (scannage et étiquetage). Par rapport à l'intention du boycottage des opérateurs nigériens par rapport au port de Cotonou (du aux taxes), il existe une divergence sur la question. Selon les autorités du Bénin, les biens en transit qui passent par le Niger pour aller au Nigéria sont reversés sur le marché nigérien (ce qui justifierait la taxe qu'il impose sur les biens en transit). Le Bénin a lui-même une frontière avec le Nigéria.

11. Entretien avec l'agent de la protection des végétaux de Torodi. Les données statistiques sur les flux entrant sont présentées ci-dessous.

**Importations du Niger à partir de Dan-Issa (provenance Nigeria) par campagne en tonnes**

Dan Issa	04-05a	2006b	2009	2010	2011
Mil	2047	651	3973	2121	309
Maïs	171	102	1060	332	348
Sorgho	226	190	442	200	354
Riz	0	0	0	296	40
Total	2444	943			

Source: DPV à Niamey et à Dan Issa ; A= jusqu'en mai b= janvier-avril

**Importations du Niger à partir de Konni (provenance Nigeria) par campagne en tonnes**

Konni	2009	2010	2011
Mil	4243	5636	761
Maïs	1100	281	202
Sorgho	2830	1218	286
Riz	0	0	0

Source: DPV à Niamey et à Konni

**Importations du Niger à partir de Gaya (provenance Bénin) par campagne en tonnes**

Gaya	2009	2010	2011
Mil	0	0	0
Maïs	3482	11116	6254
Sorgho	0	9103	605
Riz	190476	102279	76144

Source : DPV à Niamey et à Gaya

**Importations du Niger à partir de Torodi (provenance Burkina) par campagne en tonnes**

Torodi	04-05a	2006b	2009	2010	2011	2012*
Mil			0	0	140	
Maïs			8013	18510	2290	
Sorgho			0	0	0	
Riz			41887	76076	70833	10996

Source : DPV à Niamey et à Torodi, \*=janv et fév

**Situation des stocks au Niger au 07/03/2012**

	Disponible (en tonnes)	Achats en cours	Total
OPVN	1832		1832
PAM	3134		4966
SNS	24271		29237
Achats OPVN		52000	83237
Achats PAM		17000	100237
Achats SNS		2000	31237
Total	29237	71000	114237

Source : Fews-Net, Niger

## Principaux constats sur les entraves

12. L'offre de céréales est globalement satisfaisante au Niger même si les prix des céréales étaient déjà élevés à la source contraignant la capacité d'approvisionnement des importateurs et des commerçants grossistes et demi-grossistes. Il est même arrivé à certaines périodes que les prix à la source d'importation (notamment au Nigéria et au Bénin) soient plus élevés que les prix intérieurs. De plus, les ressources financières habituellement mobilisées par les commerçants du Niger après la campagne agricole (avérée médiocre) ont fait défaut pour financer les importations et entravé l'approvisionnement régulier des marchés. Cela, bien que le taux de la Naira/CFA soit resté stable de novembre 2011 à Mars 2012 autour de 300-350 Fcfa pour 1.000 Fcfa.
13. Les investigations effectuées sur le terrain ont montré une relative intensification des exportations nigérianes et béninoises de céréales en direction du Niger en lien avec la crise alimentaire et pastorale. Ces flux permettent de résorber en partie le déficit en céréales sèches du pays. Cette année, l'axe Burkina Niger par lequel transitent les céréales en provenance du Mali, de la Côte D'Ivoire, du Ghana, du Togo et du Burkina, n'a pas été très actif à cause du déficit de production enregistré dans beaucoup de ces pays. L'on a constaté particulièrement un ralentissement des flux céréaliers entre le Burkina-Mali et le Niger d'une part et entre le Nigéria et le Niger d'autre part. Cela est dû pour l'un aux nombreuses tracasseries et l'insécurité Nord Mali et pour l'autre aux troubles sociopolitiques au Nigéria (fermeture des frontières dans les états de Borno et Yobé –Boco Haram, hausse du prix du fuel). C'est surtout le corridor Benin-Niger qui a permis de résorber ce ralentissement (à partir des flux entrant de maïs).
14. Le problème des effets d'annonces des achats institutionnels. Compte tenu de la mauvaise campagne agricole, les autorités nigériennes ont annoncé très tôt l'achat de céréales pour alimenter le SNS (environ 100.000 tonnes). Certains acteurs de la filière céréalière ont reconnu que l'annonce des achats par les offices céréaliers a contribué à faire monter les prix par des attitudes spéculatives des collecteurs et opérateurs et même de certains producteurs. Le Nord-Nigéria a été le principal pourvoyeur des céréales demandées. Cependant il y'a lieu de ne pas surestimer cet effet car cette tendance haussière des prix a été observée dans tous les pays de la sous-région et il n'a nulle part été remarqué une baisse significative s'amorcer après les récoltes. Le phénomène de tension sur les prix était donc antérieur à l'annonce des offices.
15. L'insécurité dans le nord-Mali a affecté les approvisionnements des marchés notamment dans les parties nord des 3 pays que sont le Niger, le Burkina et le Mali. Les stocks se sont épuisés du fait de la forte demande due aux achats institutionnels pour l'approvisionnement des populations déplacées. L'on a observé aussi une intensification des flux de céréales du Nigéria vers la frontière du Niger-Mali et en même temps une perturbation des marchés locaux et transfrontaliers qui a limité l'approvisionnement en vivres et entraîné une augmentation des prix (marchés de



Bandiagara à la frontière avec le Burkina Faso et à Ménaka non loin de la frontière avec le Niger).

16. Le problème d'engorgement du port de Cotonou. Sur les 7 millions de tonnes de marchandises traitées par le port de Cotonou, 35% sont à destination du Niger faisant du port de Cotonou, le port naturel du Niger. Le reste est reparti entre le Nord-Nigéria, la Mali, le Burkina et le Tchad. Le port de Cotonou est actuellement très engorgé. Environ 4.000 containers des importateurs nigériens sont aujourd'hui bloqués au port de Cotonou représentant des dizaines de milliards de fcfa. Le principal différend entre les opérateurs économiques nigériens et les responsables du port de Cotonou se situe au niveau du prélèvement de droits de transit par le Bénin sur les marchandises en transit allant au Nigéria.
17. Le problème de fraude au niveau de la Douane au Niger où un important trafic de contrebande sur la frontière nigéro-burkinabé a été découvert. Il s'agit de marchandises en transit vers le Burkina non déclarées. Les investigations menées au Burkina ont relevé que les chargements ne sont pas mis en consommation au Burkina Faso, mais plutôt reversés sur les marchés nigériens. Un trafic frauduleux dans lequel la douane nigérienne a perdu près de 3 milliards de recettes. Ces perturbations ont affecté la fluidité des mouvements de céréales entre le Niger et le Burkina.
18. La hausse des prix du carburant au Nigéria suite à la suppression de la subvention sur le carburant en décembre 2011, a alourdi les charges de transfert des céréales vers le Niger surtout que les prix d'achat de céréales à la source étaient déjà très élevés. La persistance de l'augmentation du prix du carburant au Nigéria pourrait affecter durablement le niveau des prix intérieurs des céréales le long de la frontière du Nigeria. En Janvier 2012, le prix du carburant sur le marché parallèle (le long de la frontière Nigéria) est passé de 300 fcfa à 600 fcfa.

## Principales recommandations

19. Les marchés de la sous-région ont beaucoup contribué à atténuer l'insécurité alimentaire au Niger. Cependant, les prix élevés à la source (pour les importations) ont limité le rythme régulier des approvisionnements des marchés locaux. Les SIM doivent informer à l'avance les opérateurs sur les disparités existants entre les prix intérieurs et les prix à la source. L'Etat doit intervenir pour contenir les prix intérieurs en agissant sur les stocks publics pour les stabiliser là où cela est nécessaire.
20. Que peut-on recommander en cas d'instabilités politiques qui entravent l'approvisionnement des marchés intérieurs? La dernière crise politique en Côte d'Ivoire a révélé que l'analyse des prix de parité à l'importation et à l'exportation au niveau des corridors alternatifs peut aider les opérateurs à faire très vite leurs décisions d'achats ou de ventes et éviter aux marchés des longs délais d'approvisionnement.
21. Par rapport aux différends entre opérateurs nigériens et les responsables du port de Cotonou, les SIMs pourraient analyser des coûts et bénéfices afférents à l'utilisation des différents ports (Abidjan, Lomé, Téma...etc.) et les mettre à la disposition des importateurs afin de les aider à diversifier leurs sources avec l'engorgement constaté au port de Cotonou.
22. Les effets d'annonce concernant les achats institutionnels ont souvent tendance à perturber le fonctionnement des marchés en encourageant les comportements spéculatifs de rétention de stocks existants. Les annonces doivent cibler les zones excédentaires intérieures, frontalières ou extérieures.
23. Le suivi de certains paramètres comme le déroulement de la campagne agricole de part et d'autres des zones frontalières de production, le prix du carburant, les coûts de transport, le cours des monnaies concernés de part et d'autres des frontières sont des facteurs importants qui déterminent la fluidité des échanges. Ils doivent être portés à la connaissance des acteurs de façon assez rapprochée en période de crise alimentaire.
24. Plus de transparence dans les échanges contribue à garantir le bon fonctionnement des marchés. L'initiative de suivi rapproché des flux entrants et sortants préconisée par le CILSS est plus que jamais d'actualité car c'est aussi un outil de contrôle des fraudes qui affectent le bon approvisionnement des marchés.
25. Enfin, la fiabilité des statistiques nationales et régionales de production est encore une fois mise en doute durant cette campagne agricole 2011-12 suggérant davantage d'efforts dans sa consolidation et son renforcement.

# Annexes

1. Termes de référence
2. Guide d'entretien (reconnaissance rapide)
3. Personnes rencontrées

## **TERMES DE REFERENCE DE L'ANALYSE PORTANT SUR LES ENTRAVES AU COMMERCE ET LA FLUIDITE DES ECHANGES EN AFRIQUE DE L'OUEST**

### **1. CONTEXTE**

La campagne agricole 2011-12 au Sahel et en Afrique de l'Ouest s'est achevée avec une baisse de la production agricole. La sous-région a enregistré un déficit variant de 25 à 52 % de sa production agricole par rapport à l'année dernière et selon les pays. Cette baisse est plus accentuée au Tchad, au Niger, en Mauritanie, au Mali et au Burkina Faso, la Mauritanie. Si le déficit de production sera plus atténué par le truchement des marchés dans la sous-région, tel ne sera pas le cas dans certaines zones caractérisées par la faiblesse des systèmes commerciaux (bande sahélienne du Tchad) et les raisons d'insécurité (Nord Mali, Nord Ouest du Niger). A l'heure actuelle, les stocks paysans communautaires sont faibles et les stocks institutionnels sont pour la plupart des pays, en deçà des niveaux conventionnels. Globalement, la réponse des marchés au déficit de production en 2011-12 semble moins favorable qu'en 2009-10, période qui a vu des flux soutenus de céréales de la zone soudanienne vers le Sahel, ayant permis d'atténuer le déficit et de limiter la hausse. Les prix des céréales sèches ont augmenté alors que ceux du riz sont restés assez stables. La sous-région connaît présentement un accroissement des volumes de céréales importées et les marchés semblent bien approvisionnés à l'exception de certaines zones (au Tchad, dans le nord Mali). Les prix sur les marchés céréaliers en Février 2012 restent toujours à un niveau élevé par rapport à leur niveau de Février 2012. Chose rares, les prix du mil, sorgho et maïs sont restés en hausse continue depuis Septembre 2011. Ceci constitue un facteur d'inquiétude d'autant plus que ces prix ont atteint leur niveau habituel pendant la soudure et nous ne sommes qu'à 4 mois des récoltes et 8 mois devant nous avant les nouvelles récoltes.

La situation alimentaire dans la sous-région est appelée à s'aggraver au cours des prochains mois et la hausse des prix pourrait compromettre l'accès à l'alimentation des plus pauvres. Au-delà de l'aide d'urgence qui est en train d'être déployé dans les pays affectés (transfert en nourriture, en argent, en intrants...etc.), il est nécessaire de s'assurer que les marchés joueront leur partition dans l'approvisionnement des populations. La gestion de la crise dépendra des mesures que les Etats prendront pour stabiliser les prix, lever les barrières et entraves à la fluidification des échanges. La présente recherche tente d'apporter des éclairages aux décideurs sur la question des entraves au commerce en période de crise et de pénurie alimentaires. Elle entre dans le cadre des travaux de recherche du projet SRAI (Strengthening Regional Agricultural Integration in West Africa) financés par « la Fondation Syngenta pour une agriculture durable » et vise à renforcer l'intégration régionale des marchés. Les recherches seront conduites au Niger et au Mali à partir d'une rapide reconnaissance. Au Niger, elle sera menée au niveau de quelques points d'entrée des céréales: Torodi (céréales venant du Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Togo) et Malanville ou Kamba (céréales venant du Bénin et du Nigéria). Au Mali, elle sera menée à Sikasso, Siguiri et Kayes. La présente recherche a été initiée pour examiner et analyser les difficultés d'approvisionnement des marchés à partir d'une rapide reconnaissance aux fins d'apporter des solutions concrètes prenant en compte les dimensions sous-régionale et internationale du commerce des céréales.

## **2. OBJECTIFS**

### Objectif principal

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser les entraves au commerce de céréales dans la sous-région et apporter des propositions concrètes dans ce contexte de pénurie alimentaire et de hausse continue des prix.

### Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de l'étude sont de:

- a/ Analyser le volume et la direction des flux de céréales dans les 2 pays retenus pour la rapide reconnaissance;
- b/ Analyser et identifier les entraves au commerce et à l'approvisionnement régulier des marchés au Niger et au Mali;
- c/ Faire des propositions d'amélioration pour une meilleure fluidité des échanges au niveau de la sous-région.

## **3. Programme au Niger**

- Lundi 19 Mars 2012: Responsables du SIMA  
FEWS Net Niamey  
Président ROESAO  
Président des céréaliers du Niger
- Mardi 20 Mars 2012: Céréaliers Nouveau Marché Niamey  
Céréaliers Marché Katakou  
Céréaliers Quartier Sony
- Mercredi 21 Mars 2012: Participation à la bourse céréalière internationale
- Jeudi 22 Mars 2012: Déplacement à Torodi et rencontre avec les céréaliers, les services de la douane et les Services Phytosanitaires
- Vendredi 23 Mars 2012: Déplacement à Malanville ou Kamba et rencontre avec les céréaliers, les services de la douane et les Services Phytosanitaires
- Samedi 24 Mars 2012: Retour à Niamey

# **Guide d'entretien –Reconnaissance Rapide-Entraves au Commerce**

## **Opérateurs-grossistes**

**(Katako, Nouveau-marché, Sony, Torodi, Malanville)**

- Quels produits ? Volumes ? Lieu d'approvisionnement ? Destination ? Fréquence des achats et ventes depuis les dernières récoltes ?
- Contraintes par rapport aux achats et aux ventes : information, financement/transfert d'argent/convertibilité de monnaie, transport, stockage, tracasseries, qualité produits, contrat)
- Contraintes liées aux politiques d'importation et d'exportation, incertitudes, risques, rôle de l'OPVN
- Sentiment par rapport au système actuel de commercialisation en tant que vendeurs ou acheteurs ? rapport avec les autres acteurs du marché (commerçants, OPVN, Projets, ONG , PAM, structures d'encadrement, BC) ?
- Sentiment par rapport aux importations et aux exportations ?
- Proposition d'amélioration dans le système ?

## **Services des Douanes- Services phytosanitaires**

**(Torodi, Malanville ou Kamba)**

- Types de céréales importés ou exportés ? Fréquence ? Appréciation des volumes ? Direction des flux depuis les dernières récoltes ? Dispositifs de contrôle ?
- Contraintes rencontrées ?
- Proposition d'amélioration dans le système ?

## Personnes rencontrées

1. Laouali Sani, SIMA/Niger
2. Djibril Sadou, SIMA/Niger
3. Mahamane Gambo, SIMA/Niger
4. Yacouba Hama, Few-net/ Niger
5. Insa Adamou, Few-net/ Niger
6. Ibrahim/Société Bagué Daouda/ Niger
7. Abdou Hassane, Président des céréaliers/ Niger
8. Yacouba Hamidou, demi-grossiste au Nouveau marché/Niger
9. Zangui Diré, demi-grossiste au Nouveau marché/ Niger
10. Saïdou Kansa, Grossiste au Quartier Sony/ Niger
11. Maliki Baroumi, DG SOCOPAC/ Niger
12. Amadou Mahamadou, Responsable Phytosanitaire Torodi /Niger
13. Le responsable de la statistique du Ministère de l'Agriculture